

DEPARTEMENT
DE LA LOIRE

LOIRE FOREZ AGGLOMERATION

ARRONDISSEMENT
DE MONTBRISONEXTRAIT DU REGISTRE DES
DECISIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-200065886-20260622-2026CD0700-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/06/2026

Publication : 22/06/2026

Le Président de Loire Forez agglomération,

Objet : Marché de création et exécution graphique de supports de communication - Modification n°1

- VU l'article L5211-10 du code général des collectivités territoriales,
- VU les articles R 2194-8 et R 2194-9 du code de la commande publique,
- VU le procès-verbal d'installation et d'élections en date du 7 avril 2026 portant élection du Président de Loire Forez agglomération et des membres du bureau,
- VU la délibération n° 9 en date du 7 avril 2026 portant délégations d'attribution au Président,
- VU l'arrêté n°2026ARR0899 en date du 13 avril 2026 portant délégation de fonction et de signature à monsieur Jean-Paul TISSOT, 5^{ème} conseiller communautaire délégué en charge de la commande publique.

CONSIDERANT le marché de création et exécution graphique de supports de communication passé avec l'entreprise J'ARTICULE.

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de prolonger la durée du marché susvisé pour prendre en compte la période d'installation des instances locales.

DECIDE

Article 1 : une modification n°1 du marché de création et exécution graphique de supports de communication est conclue avec l'entreprise J'ARTICULE.

Article 2 : Cette modification a pour objet de prolonger la durée d'exécution de cet accord-cadre de 6 mois.

Cette modification est sans incidence financière.

Article 3 : Toutes les autres clauses du marché initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans la présente modification, lesquelles prévalent en cas de différence.

Article 4 : Monsieur le Directeur général des services de Loire Forez agglomération est chargé de l'exécution de la présente décision.

Article 5 : La présente décision, dont il sera rendu compte à la plus prochaine séance du conseil communautaire, sera transmise à monsieur le sous-préfet de MONTBRISON.

Article 6 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon via le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois courant à compter de sa notification et/ou publication.

Fait à Montbrison, le 19/06/2026